

N° 6710⁶
CHAMBRE DES DEPUTES
 Session ordinaire 2014-2015

PROJET DE LOI

**modifiant la loi modifiée du 1er août 2007
 relative à l'organisation du marché du gaz naturel**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission de l'Economie</i>	
1) Dépêche du Vice-Président de la Chambre des Députés à la Présidente du Conseil d'Etat (6.2.2015)	1
2) Texte coordonné	8

*

**DEPECHE DU VICE-PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
 A LA PRESIDENTE DU CONSEIL D'ETAT
 (6.2.2015)**

Madame la Présidente,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre les amendements suivants au projet de loi sous objet que la Commission de l'Economie a adoptés dans sa réunion du 15 janvier 2015.

*

Remarque préliminaire:

Les modifications purement rédactionnelles, n'étant pas des amendements, ne font pas l'objet d'un commentaire.

*

Les amendements se présentent comme suit:

(Suppressions proposées respectivement par la Commission et le Conseil d'Etat:	biffé
Ajouts proposés par la Commission:	<u>souligné</u>
Propositions du Conseil d'Etat:	<i>italique</i>)

Amendement 1

A l'article 1er du projet de loi modifiant l'article 1er de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel, un nouveau point 5. est inséré avec la teneur suivante:

„5. Au paragraphe (28), le terme „ligne“ est remplacé par le terme „conduite“.“.

Commentaire

L'amendement consiste à redresser une erreur matérielle au niveau de la terminologie, survenue lors de la rédaction de la loi précitée du 1er août 2007.

Amendement 2

A l'article 2 du projet de loi complétant l'article 10(1) de la loi précitée du 1er août 2007, les termes „de préférence“ sont supprimés.

Commentaire

Dans son avis du 11 novembre 2014, le Conseil d'Etat propose, „à défaut de précisions de la part des auteurs du texte“, de supprimer l'article 2 du projet de loi, la disposition en question se limitant à copier „fidèlement le texte de la directive“. Celle-ci ne détermine pas d'obligations précises, alors que „la loi dispose, impose ou interdit; elle n'énonce pas des préférences ou des souhaits“.

La commission propose toutefois de garder l'article. En effet, la Commission européenne avait évoqué dans sa mise en demeure n° 2014/2060 du 28 mars 2014 que la loi ne contient pas de limitation temporelle des procédures de règlement extrajudiciaire des litiges qui doivent cependant permettre un règlement équitable et rapide des plaintes et que les procédures ne prévoient en outre aucun système de remboursement et/ou de compensation. La Commission européenne était d'accord pour modifier l'article comme prévu par le projet de loi.

La suppression des termes „de préférence“ a pour but de donner un caractère contraignant à la disposition.

Amendement 3

A l'article 3 du projet de loi, l'article 11, paragraphe 3 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(3) ~~Afin~~ Il convient d'éviter toute situation concurrentielle désavantageuse d'une entreprise de gaz naturel tenue de respecter des obligations de service public par rapport à d'autres entreprises de gaz naturel et ~~afin~~ de répercuter équitablement les charges induites par l'exécution de ces obligations de service public entre les différentes entreprises de gaz naturel, ~~un mécanisme de compensation peut être instauré par obligation de service public. Le fonctionnement et les modalités de calcul de ce mécanisme sont fixés par règlement grand-ducal.~~“.

Amendement 4

A l'article 3 du projet de loi, l'article 11, paragraphe 4, alinéa 1er de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(4) Les obligations découlant de l'article 6 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie et de ses règlements d'exécution sont à considérer comme obligations de service public bénéficiant de la d'une compensation financière au sens du paragraphe (3) du présent article par le biais de l'instauration d'un mécanisme de compensation.“.

Amendement 5

A l'article 3 du projet de loi, il convient de supprimer au deuxième alinéa de l'article 11(4) de la loi précitée du 1er août 2007 le renvoi au paragraphe 3 du même article.

Commentaire des amendements 3 à 5

Le Conseil d'Etat s'interroge sur „l'impact de la nouvelle disposition sur le mécanisme existant“ et les considérations qui „justifient le remplacement de l'obligation par une faculté“. Il rend par ailleurs attentif au fait que, „sur un plan de technique juridique, il est encore inédit de prévoir qu'un mécanisme dont l'instauration est facultative requiert, pour son fonctionnement, l'adoption d'un règlement grand-ducal“. Il est par conséquent proposé de tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat en supprimant la faculté de pouvoir instaurer un mécanisme de compensation.

Le paragraphe 3 est reformulé en conséquence et de façon à ce qu'en général le respect des obligations de service public n'engendre pas de situation concurrentielle désavantageuse pour l'entreprise concernée.

Le premier alinéa du paragraphe 4 est adapté pour viser spécifiquement le mécanisme de compensation qui a été mis en place dans le cadre de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La suppression du renvoi au deuxième alinéa du paragraphe 4 résulte du réagencement de l'actuel article 7 de la loi précitée du 1er août 2007.

Amendement 6

A l'article 3 du projet de loi, il convient de compléter le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 11 de la loi précitée du 1er août 2007 par une deuxième phrase libellée comme suit:

„En cas de fourniture intégrée, le fournisseur est autorisé à collecter la contribution auprès de ses clients finals et a l'obligation de la payer au gestionnaire de réseau.“

Commentaire

L'amendement consiste à redresser une omission survenue lors de la reformulation de l'article 11, en ajoutant la quatrième phrase, reformulée, de l'alinéa 1er du paragraphe 5 de cet article, tel qu'il est en vigueur, au nouveau paragraphe 4, alinéa 2, du même article, tel que prévu par le projet de loi.

Amendement 7

A l'article 3 du projet de loi, l'article 11, paragraphe 4, alinéa 5 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

~~„Le Un règlement grand-ducal visé au paragraphe (3) peut fixer~~ fixe:

- a) la définition de catégories de clients finals, et leur affectation aux différentes catégories en fonction de leur consommation annuelle de gaz naturel, du niveau de pression ou de puissance de raccordement, de leur exposition aux échanges internationaux, de leur intensité énergétique, du rapport entre le coût de l'approvisionnement de l'énergie et la valeur de la production, du rapport entre leur consommation d'énergie et leur chiffre d'affaires ou en fonction d'accords sectoriels;
- b) ~~ainsi que~~ les modalités pour la détermination des contributions de chaque catégorie de clients finals en fonction de considérations de politique énergétique;
- c) les modalités et le mode de calcul pour la contribution des clients finals au mécanisme de compensation en tenant compte des coûts des gestionnaires de réseau en relation avec la gestion du mécanisme de compensation;
- d) les modalités pour la perception auprès des utilisateurs de réseau de la redevance destinée à couvrir la contribution au mécanisme de compensation et
- e) le contrôle et le suivi du mécanisme de compensation qui sont assurés par l'autorité de régulation.“

Commentaire

Dans son avis du 11 novembre 2014, le Conseil d'Etat se montre surpris que cet alinéa „détermine, sous forme de faculté, le contenu du futur règlement grand-ducal“, puisque „le renvoi, au paragraphe 3, à un règlement grand-ducal se suffit à lui-même“. Il s'oppose formellement à cette disposition en rappelant l'arrêt n° 108/13 du 29 novembre 2013 de la Cour constitutionnelle, à savoir que dans une matière réservée à la loi, „l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi, y compris les fins, les conditions et les modalités selon lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être réglés par des règlements et arrêtés pris par le Grand-Duc“. En raison de la possible restriction de la liberté de commerce et de l'industrie au sens de l'article 11(6) de la Constitution par le fonctionnement et les modalités de calcul du mécanisme de compensation, „les conditions d'accès à l'activité en cause doivent être précisées dans le texte même de la loi en projet“.

Au vu de ce qui précède, la référence à un règlement grand-ducal est supprimée à l'article 11, paragraphe 3 de la loi précitée du 1er août 2007 et il est proposé de compléter l'alinéa 5 du paragraphe 4 du même article.

Amendement 8

A l'article 3 du projet de loi, l'article 11, paragraphe 6 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(6) Les obligations découlant de l'article 12bis et de ses règlements d'exécution sont à considérer comme obligations de service public. Les charges induites par son exécution pourront être compensées totalement ou en partie par des contributions de l'Etat dans les conditions fixées par la réglementation européenne en matière de compensation octroyée pour la prestation de services d'intérêt économique général décision n° 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union

européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.“.

Commentaire

La modification s'impose en raison de l'opposition formelle que le Conseil d'Etat exprime au regard du principe de la sécurité juridique, le renvoi à des dispositions de droit de l'Union européenne sans autre précision étant insuffisant.

Le paragraphe 6 dispose que les obligations d'économies d'énergie octroyées aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel et telles que décrites à l'article 12*bis* sont à considérer comme obligations de service public. La référence à la réglementation européenne est remplacée par une référence à la décision n° 2012/21/UE de la Commission européenne qui s'applique aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public accordées à des entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général au sens de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ladite décision de la Commission européenne énonce les conditions en vertu desquelles les aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général sont compatibles avec le marché intérieur et exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Amendement 9

A l'article 5 du projet de loi, l'article 12*bis* nouveau, paragraphe 1er de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(1) Les fournisseurs, ainsi que les fournisseurs visés par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, desservant des clients finals sis au Grand-Duché de Luxembourg sont soumis à une obligation d'économies d'énergie. L'ensemble des parties obligées doivent atteindre dans la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2020 un objectif cumulé d'économies d'énergie fixé par voie de règlement grand-ducal. Cet objectif cumulé est exprimé en termes de consommation d'énergie finale et tient compte du développement du marché des prestations de services énergétiques sans pouvoir ne peut être supérieur à 6'185 GWh. L'objectif global cumulé est fixé en tenant compte du développement du marché des prestations de services énergétiques, du développement démographique, industriel et économique du pays, de la structure des marchés du gaz naturel et de l'électricité, du nombre et de la nature des fournisseurs visés au présent alinéa, de l'évolution de la réalisation des objectifs annuels individuels par les parties obligées ou de considérations de politique énergétique.“.

Commentaire

Le Conseil d'Etat rappelle que le texte, en imposant une obligation d'économies d'énergie, constitue „une restriction légale à la liberté de commerce au sens de l'article 11(6) de la Constitution“ et que le renvoi au règlement grand-ducal pose „la question du caractère suffisamment précis de la base légale au sens de l'article 32(3) de la Constitution“. Il exprime des doutes quant à la possibilité „de reléguer la fixation de l'objectif cumulé d'économies d'énergie à un règlement grand-ducal“ et „faute de cadrage normatif suffisant, il ne voit pas non plus comment le rythme annuel d'économies puisse se faire par voie réglementaire“.

L'objectif global cumulé de 6'185 GWh correspond à l'objectif minimal imposé par l'article 7 de la Directive 2012/27/UE. L'intention du Luxembourg est d'atteindre cet objectif exclusivement par le biais de l'introduction du mécanisme d'obligations. Ne pouvant prédire à l'avance le succès que rencontrera le nouveau mécanisme, les auteurs du projet de loi ont jugé opportun de ne prévoir qu'un objectif maximal dans le texte de loi tout en renvoyant à un règlement grand-ducal pour la fixation définitive du volume d'économies d'énergie à réaliser par les fournisseurs de gaz ou d'électricité.

La commission considère que le cadre légal est suffisamment ancré dans la loi du fait qu'un maximum est fixé, de même que les critères à prendre en compte, à savoir le „développement du marché des prestations de services énergétiques“. Toutefois, pour tenir compte des commentaires formulés par le Conseil d'Etat concernant l'insuffisance du cadrage normatif, des critères supplémentaires sont formulés pour encadrer la fixation de l'objectif global cumulé par voie de règlement grand-ducal.

Les volumes annuels d'économies d'énergie sont exclusivement calculés de manière proportionnelle par rapport aux parts de marchés. Ceci étant, aucune modification du texte n'est nécessaire.

Le rythme annuel des économies d'énergie ne sera pas fixé par voie de règlement grand-ducal, mais le principe de l'annualité est déjà prévu au paragraphe 2 de l'article 12*bis* nouveau.

Amendement 10

A l'article 5 du projet de loi, l'article 12*bis* nouveau, paragraphe 2, alinéa 1er de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(2) Les parties obligées peuvent remplir leurs obligations en réalisant directement ou par l'intermédiaire de tiers les économies d'énergie dont le volume annuel individuel est arrêté par le ministre conformément aux dispositions prévues au paragraphe (5). Les volumes annuels individuels d'économies d'énergie sont communiqués aux parties obligées respectives de la manière suivante:

- a) les volumes annuels prévisionnels seront communiqués aux parties obligées au plus tard un mois avant le début de l'année à considérer;
- b) les volumes définitifs leurs seront communiqués au plus tard le 31 mai de l'année en cours.“

Commentaire

Dans un souci d'équité, il est envisagé de calculer les volumes d'économies d'énergie annuels impartis à chaque partie obligée en fonction de sa part de marché. A ce titre, le ministre procède annuellement au calcul des volumes d'économies d'énergie individuels pour tenir compte des fluctuations éventuelles du marché de l'électricité. Ce calcul se fera sur base de la formule à fixer par voie de règlement grand-ducal en application du paragraphe 5 de l'article 12*bis* nouveau. Pour tenir compte du commentaire formulé par le Conseil d'Etat quant à la nature juridique de la décision arrêtée par le ministre, il est proposé d'ajouter le terme „individuel“ au paragraphe 2, alinéa 1er pour clarifier qu'il s'agit bien d'une décision administrative individuelle et non d'un acte à portée générale. L'ajout du terme „respectives“ s'explique par un souci de précision.

Amendement 11

A l'article 5 du projet de loi, la première phrase de l'article 12*bis* nouveau, paragraphe 2, alinéa 3 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifiée comme suit:

„Le fournisseur qui commence une activité de fourniture et qui constate au cours de la période de deux ans visée à l'alinéa 2 ~~visée au paragraphe précédent~~ que les fournitures réellement réalisées diffèrent de plus de 20% *pour cent* des fournitures sur lesquels le ministre a déterminé son obligation d'économies d'énergie en application de l'alinéa 2, doit le notifier au ministre.“

Commentaire

En supprimant la référence „visée au paragraphe précédent“, il s'agit de redresser une erreur matérielle survenue lors de la rédaction du projet de loi. Dans un souci de clarté, il est par ailleurs proposé de préciser que la période visée est celle des deux années mentionnées à l'alinéa 2 du même paragraphe.

Amendement 12

A l'article 5 du projet de loi, l'article 12*bis* nouveau, paragraphe 2 de la loi précitée du 1er août 2007 est complété par un alinéa 5 nouveau libellé comme suit:

„Par exception aux alinéas 2 à 4, en cas de cession totale ou partielle de clients finals entre fournisseurs, l'obligation d'économies d'énergie y relative est également cédée au cessionnaire.“

Commentaire

Suivant la lettre du projet de loi tel que déposé, en cas de cession de clientèle entre fournisseurs de gaz naturel, le cédant conserverait son obligation pour le reste de l'année en cours ainsi que pour l'année civile suivante. Pour le cessionnaire, deux cas de figure peuvent se présenter:

- soit il est déjà partie obligée et, du fait de la prise en compte de la part de marché qu'il a réalisée au cours de l'année n-1, l'impact de la cession de clientèle n'a d'incidence sur son obligation que de manière décalée,
- soit il est à qualifier de nouvel entrant et il se verra imposer une obligation calculée sur base de sa part de marché estimée.

Dans le premier cas, l'obligation relative aux clients finals cédés pèsera de manière injuste sur le cédant alors même que le transfert des clients finals et donc de la part de marché concernée est connue et identifiable. Dans le second cas, on se retrouvera face à une double obligation pour la même portion de clients finals.

Pour y remédier, il est proposé d'ajouter un cinquième alinéa au paragraphe 2 pour couvrir les cas de cession de clients finals.

Amendement 13

A l'article 5 du projet de loi, l'article 12bis nouveau, paragraphe 4 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„(4) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3), des amendes d'ordre sont infligées par l'autorité de régulation conformément à l'article 60 aux parties obligées, n'ayant pas réalisé leurs volumes annuels imposés d'économies d'énergie. L'amende ne pourra dépasser 2 euros par MWh. Le paiement d'une amende d'ordre ne dispense pas de la réalisation des volumes d'économies d'énergie manquants au cours de l'année civile suivante. Un recours en réformation devant le tribunal administratif est ouvert contre la décision de l'autorité de régulation.“.

Commentaire

L'amendement tient compte des observations du Conseil d'Etat, lequel fait tout d'abord état de „difficultés en relation avec le principe de la légalité des délits et des peines au sens de l'article 14 de la Constitution“, cette question rejoignant celle de l'article 11(6) de la Constitution. Il rappelle encore l'article 32(3) de la Constitution qui détermine les conditions dans lesquelles un règlement grand-ducal peut intervenir. Il pose aussi la question de l'autorité qui impose l'amende et insiste enfin à ce qu'un recours en réformation soit prévu.

Le projet de loi ne renvoie pas à un règlement grand-ducal dans le cadre du paragraphe 4 relatif aux sanctions. Il appartiendra au régulateur de fixer le montant de l'amende entre 0 et 2 euros par MWh d'économies d'énergie restées en friche en tenant compte par exemple des circonstances ayant conduit à la non-réalisation des objectifs annuels individuels notifiés.

L'ajout, à la première phrase du paragraphe 4, du renvoi à l'article 60 de la loi précitée du 1er août 2007 répond au commentaire du Conseil d'Etat concernant la violation du principe de la légalité des délits et des peines.

Une nouvelle phrase est ajoutée à la fin du paragraphe 4 pour faire droit à la requête du Conseil d'Etat de prévoir un recours en réformation contre la décision de sanction.

Amendement 14

A l'article 5 du projet de loi, l'article 12bis nouveau, paragraphe 5, point a) de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„a) le calcul ~~et la méthodologie de fixation~~ des volumes annuels individuels d'économies d'énergie à réaliser par les parties obligées respectives;“.

Commentaire

Pour le Conseil d'Etat se pose d'abord la question de savoir si le volume des économies d'énergie à réaliser est déterminé de manière purement proportionnelle, sur base de la part de marché du fournisseur, ou si d'autres critères entrent en ligne de compte. Se pose ensuite la question de savoir si le calcul et la méthodologie seront „différents de l'application d'une formule de proportionnalité“. Le Conseil d'Etat rappelle que „dans l'affirmative, les critères qu'il convient de retenir sont à fixer dans la loi“, alors que le paragraphe 5 de l'article 12bis nouveau renvoie à un règlement grand-ducal.

Etant donné que le calcul des volumes annuels se fait exclusivement par rapport aux parts de marchés affichées par les différentes parties obligées, il est proposé de supprimer au paragraphe 5, point a) les termes „et la méthodologie de fixation“. Dans un souci de cohérence avec le libellé de la seconde phrase de l'article 12bis nouveau, paragraphe 2, alinéa 1er, tel que proposé par l'amendement 10, il est proposé d'ajouter les mêmes termes au paragraphe 5, point a).

Amendement 15

A l'article 5 du projet de loi, le point e) de l'article 12bis nouveau, paragraphe 5 de la loi précitée du 1er août 2007 est supprimé.

Commentaire

Le Conseil d'Etat réitère sa „critique de l'absence d'un cadrage normatif suffisant“ à l'encontre de la „détermination par règlement grand-ducal des types des mesures à prendre et des modalités du régime de compensation au sens du paragraphe 5 sous b) et e)“.

Les modalités de compensation du mécanisme d'obligations en tant qu'obligation de service public étant déjà traitées à l'article 11 de la loi précitée du 1er août 2007, il est proposé de supprimer le point e) du paragraphe 5.

Amendement 16

A l'article 8 du projet de loi, le point 1. est supprimé.

Commentaire

Dans son avis du 11 novembre 2014, le Conseil d'Etat „ne voit pas la pertinence des termes „le cas échéant“ “. Il insiste que „la loi peut parfaitement viser le réseau en amont et le réseau adjacent“ et qu'„elle s'appliquera si réseau adjacent il y a“.

La commission tient compte de l'avis du Conseil d'Etat et propose en même temps de renoncer à la notion de réseau adjacent pour revenir au libellé initial de l'article 31(1) de la loi précitée du 1er août 2007.

Amendement 17

A l'article 10 du projet de loi, modifiant l'article 35, paragraphe 7 de la loi précitée du 1er août 2007, un nouveau point 3. est inséré avec la teneur suivante:

„3. Au cinquième alinéa la date du „1er juillet 2015“ est remplacée par la date du „1er juillet 2016“ et le nombre „95“ est remplacé par le nombre „90“.“.

Commentaire

Des retards sont survenus lors de la procédure de la sélection des compteurs à installer ainsi que des fournisseurs de ces compteurs de façon que le déploiement généralisé des compteurs intelligents doit être reporté en arrière.

Ces retards sont imputables notamment aux faits suivants:

- Le règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel a été publié le 11 septembre 2014.
- Les résultats de la consultation publique organisée par le régulateur concernant les fonctionnalités et les spécifications techniques et organisationnelles du système de comptage intelligent et des installations connexes ont été publiés le 27 août 2014.

Afin de permettre de raccorder d'autres vecteurs (électricité, gaz, eau et chaleur) et de prévoir des produits d'affichage direct chez l'utilisateur, un prototype de compteur a dû être développé et certifié par les fournisseurs. Ces compteurs ne peuvent être livrés en version commerciale qu'au printemps 2016 au plus tôt.

Amendement 18

A l'article 14 du projet de loi, l'article 51^{ter} nouveau de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

„**Art. 51^{ter}.** (1) L'autorité de régulation ~~garantit l'application des interdictions prévues aux articles 3 et 5, ainsi que l'application de l'obligation prévue à l'article 4~~ est désignée comme l'„autorité de régulation nationale“ au Luxembourg au terme du règlement (UE) n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie et peut réaliser des enquêtes auprès des entreprises de gaz naturel de manière proportionnée

- a) directement,
- b) en collaboration avec d'autres autorités, ou
- c) par saisine des autorités judiciaires compétentes.“.

Le paragraphe 2 est supprimé.

Commentaire

Le Conseil d'Etat s'oppose formellement au libellé de cet article en rappelant que la reproduction partielle ou intégrale du texte d'un règlement européen dans l'ordre juridique interne est contraire aux principes de l'application directe et de la primauté des règlements européens et „à l'interdiction faite aux Etats membres par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne d'altérer la nature juridique des dispositions contenues dans les règlements de l'Union“ par leur reprise dans le droit national. Par ailleurs, le texte „ne répond pas aux obligations assumées par le Luxembourg qui doit veiller à adopter des mécanismes nationaux d'application du règlement“.

Il est par conséquent proposé de désigner l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) comme autorité compétente au Luxembourg au terme du règlement (UE) n° 1227/2011 et de supprimer le paragraphe 2 qui reprend le libellé de l'article 13, paragraphe 2 du même règlement.

*

Au vu de l'urgence, la Commission européenne ayant adressé un avis motivé au Luxembourg, je vous saurais gré, Madame la Présidente, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis complémentaire sur les amendements ci-dessus début mars 2015 de façon à permettre à la Chambre des Députés de procéder au vote sur le projet de loi au cours de la semaine du 17 mars 2015.

Copie de la présente est adressée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement et à Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Vice-Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

TEXTE COORDONNE**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi modifiée du 1er août 2007
relative à l'organisation du marché du gaz naturel**

Art. 1er. L'article 1er de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel est modifié comme suit:

1. La définition (1^{quater}) suivante est insérée:

„(1^{quater}) „agrégateur“: un fournisseur de services portant sur la demande qui combine des charges de consommation multiples de courte durée et les vend ou les met aux enchères sur les marchés de l'énergie organisés;“

2. La définition (11^{ter}) suivante est insérée:

„(11^{ter}) „consommation d'énergie finale“: la somme des consommations d'énergie de l'industrie, des transports, du secteur résidentiel, du secteur tertiaire et de l'agriculture. Sont exclues la consommation du secteur de la transformation de l'énergie et celle de l'industrie énergétique proprement dite;“

3. La définition (13^{bis}) suivante est insérée:

„(13^{bis}) „économie d'énergie“: la quantité d'énergie économisée, déterminée en mesurant et/ou en estimant la consommation avant et après la mise en œuvre d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, les conditions externes qui ont une incidence sur la consommation d'énergie faisant l'objet d'une normalisation;“

4. La définition (19^{bis}) suivante est insérée:

„(19^{bis}) „fournisseur de services énergétiques“: une personne physique ou morale qui fournit des services énergétiques ou d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique dans des installations ou locaux de clients finals;“

5. Au paragraphe (28), le terme „ligne“ est remplacé par le terme „conduite“.

5.6. La définition (30bis) suivante est insérée:

„(30bis) „partie obligée“: tout fournisseur d'électricité et tout fournisseur de gaz naturel lié par le mécanisme d'obligation en matière d'efficacité énergétique visé à l'article 12bis;“

6.7. La définition (37bis) suivante est insérée:

„(37bis) „service énergétique“: le bénéfice physique, l'utilité ou le bien résultant de la combinaison d'une énergie avec une technologie à bon rendement énergétique ou avec une action, qui peut comprendre les activités d'exploitation, d'entretien et de contrôle nécessaires à la prestation du service, qui est fourni sur la base d'un contrat et dont il est démontré que, dans des circonstances normales, il donne lieu ou à une amélioration vérifiable et mesurable ou estimable de l'efficacité énergétique ou des économies d'énergie primaire;“

7.8. La définition (39bis) suivante est insérée:

„(39bis) „système de comptage intelligent“: un système électronique qui peut mesurer la consommation d'énergie en apportant plus d'informations qu'un compteur classique et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique;“

Art. 2. A l'article 10, le paragraphe (1) *de la loi précitée du 1er août 2007* est complété par la phrase suivante: „Ces procédures permettent un règlement extrajudiciaire des litiges équitable et rapide, ~~de préférence~~ dans un délai de trois mois, assorti, lorsque cela se justifie, d'un système de remboursement et/ou de compensation.“

Art. 3. L'article 11 *de la loi précitée du 1er août 2007* est remplacé comme suit:

„**Art. 11.** (1) Dans l'intérêt économique général, ainsi que dans celui de l'approvisionnement des clients finals, les entreprises de gaz naturel sont soumises à des obligations de service public. Des règlements grand-ducaux déterminent les activités ainsi que les entreprises de gaz naturel auxquelles elles s'imposent.

(2) Ces obligations de service public peuvent porter sur la sécurité, y compris la sécurité d'approvisionnement, la régularité, la qualité et le prix de la fourniture, ainsi que sur la protection de l'environnement, y compris l'efficacité énergétique, l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables et la protection du climat tout en garantissant aux entreprises de gaz naturel de l'Union européenne un égal accès aux consommateurs nationaux et imposer:

- a) aux gestionnaires de réseau de transport et aux gestionnaires de réseau de distribution
 - une obligation d'investissement en faveur des clients finals,
 - une obligation de maintien et d'entretien des réseaux en vue de garantir leurs sécurité et sûreté,
 - une obligation d'assurer pour différentes catégories de clients l'acheminement du gaz naturel dans des conditions extrêmes pouvant comprendre
 - une rupture partielle de l'approvisionnement national en gaz pendant une période à déterminer,
 - des températures extrêmement basses pendant une période de pointe à déterminer,
 - une demande en gaz exceptionnellement élevée durant les périodes climatiques les plus froides statistiquement constatées tous les vingt ans;
- b) aux entreprises de fourniture
 - des obligations de régularité et de qualité des fournitures destinées notamment aussi aux gestionnaires de réseau de distribution et aux clients finals,
 - une obligation d'assurer pour différentes catégories de clients la fourniture du gaz naturel dans des conditions extrêmes pouvant comprendre
 - une rupture partielle de l'approvisionnement national en gaz pendant une période à déterminer,
 - des températures extrêmement basses pendant une période de pointe à déterminer,
 - une demande en gaz exceptionnellement élevée durant les périodes climatiques les plus froides statistiquement constatées tous les vingt ans;

- c) le principe de l'égalité de traitement entre les clients appartenant à une même catégorie et indépendamment de leur situation géographique;
- d) l'obligation de raccordement et de fourniture pour différentes catégories de clients finals établis sur le territoire d'un réseau;
- e) l'obligation de rachat de la production de biogaz, de gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz, basés sur des sources d'énergie renouvelables, et destinée à être injectée dans un réseau de gaz naturel.

(3) ~~Afin~~ Il convient d'éviter toute situation concurrentielle désavantageuse d'une entreprise de gaz naturel tenue de respecter des obligations de service public par rapport à d'autres entreprises de gaz naturel et ~~afin~~ de répercuter équitablement les charges induites par l'exécution de ces obligations de service public entre les différentes entreprises de gaz naturel, ~~un mécanisme de compensation peut être instauré par obligation de service public. Le fonctionnement et les modalités de calcul de ce mécanisme sont fixés par règlement grand-ducal.~~

(4) Les obligations découlant de l'article 6 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie et de ses règlements d'exécution sont à considérer comme obligations de service public bénéficiant ~~de la~~ d'une compensation financière au sens du paragraphe (3) du présent article ~~par le biais de l'instauration d'un mécanisme de compensation.~~

Afin d'assurer le financement ~~du~~ de ce mécanisme de compensation ~~visé au paragraphe (3),~~ tout gestionnaire de réseau distribuant ~~du~~ gaz naturel à des clients finals sis au Grand-Duché de Luxembourg, est autorisé à récupérer la contribution due pour le mécanisme de compensation exigible dans le chef du client final, soit directement auprès du client final, soit auprès du fournisseur devant collecter la contribution. En cas de fourniture intégrée, le fournisseur est autorisé à collecter la contribution auprès de ses clients finals et a l'obligation de la payer au gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau a également le droit d'effectuer, moyennant déconnexion, une suspension de l'approvisionnement en gaz naturel en vertu ~~du~~ de l'article 12, paragraphe (5) de l'article 12 pour les clients résidentiels et de l'article 1134-2 du eCode civil pour tous les autres clients, quel que soit le montant de la contribution non réglée ou devant être transférée.

En cas de fourniture intégrée, le fournisseur ayant avec le client final un contrat incluant le paiement de cette contribution devant être payée par le fournisseur au gestionnaire de réseau, a les mêmes droits que le gestionnaire de réseau pour récupérer la contribution, y compris ceux découlant ~~du~~ de l'article 12, paragraphe (5) de l'article 12 pour les clients résidentiels et de l'article 1134-2 du eCode civil pour tous les autres clients, quel que soit le montant de la contribution non réglée.

Le gestionnaire de réseau a l'obligation de payer la contribution à l'autorité de régulation qui gère le mécanisme de compensation.

Le Un règlement grand-ducal ~~visé au paragraphe (3)~~ peut fixer fixe:

- a) la définition de catégories de clients finals, et leur affectation aux différentes catégories en fonction de leur consommation annuelle de gaz naturel, du niveau de pression ou de puissance de raccordement, de leur exposition aux échanges internationaux, de leur intensité énergétique, du rapport entre le coût de l'approvisionnement de l'énergie et la valeur de la production, du rapport entre leur consommation d'énergie et leur chiffre d'affaires ou en fonction d'accords sectoriels;
- b) ~~ainsi que~~ les modalités pour la détermination des contributions de chaque catégorie de clients finals en fonction de considérations de politique énergétique;
- c) les modalités et le mode de calcul pour la contribution des clients finals au mécanisme de compensation en tenant compte des coûts des gestionnaires de réseau en relation avec la gestion du mécanisme de compensation;
- d) les modalités pour la perception auprès des utilisateurs de réseau de la redevance destinée à couvrir la contribution au mécanisme de compensation et
- e) le contrôle et le suivi du mécanisme de compensation qui sont assurés par l'autorité de régulation.

Sans préjudice des modalités de financement du mécanisme de compensation prévues aux alinéas 2, 3 et 4 du présent paragraphe, l'Etat peut contribuer au mécanisme de compensation. Les modalités d'application du présent alinéa sont précisées par règlement grand-ducal.

Les entreprises de gaz naturel sont tenues de communiquer à l'autorité de régulation toute information lui permettant l'accomplissement de ses tâches en vertu de la présente section. L'autorité de régulation est autorisée à définir l'étendue des informations ainsi que les échéances pour leur mise à disposition.

(5) Pour l'application du paragraphe (4), les gestionnaires exploitant une conduite directe sont considérés comme des gestionnaires de réseau.

(6) Les obligations découlant de l'article 12*bis* et de ses règlements d'exécution sont à considérer comme obligations de service public. Les charges induites par son exécution pourront être compensées totalement ou en partie par des contributions de l'Etat dans les conditions fixées par la réglementation européenne en matière de compensation octroyée pour la prestation de services d'intérêt économique général décision n° 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

(7) Chaque entreprise de gaz naturel qui exécute des obligations de service public tient des comptes séparés, par année civile, pour les activités qui sont en relation directe avec ces obligations de service public.

(8) Des règlements grand-ducaux introduisent des mesures visant l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le secteur du gaz naturel ainsi qu'une gestion optimale de la demande de gaz naturel."

Art. 4. L'article 12 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

1. Au paragraphe (3), la lettre b) est remplacée pour prendre la teneur suivante:

„b) avertir les clients résidentiels en temps utile et en tout cas trente jours à l'avance, de manière transparente et compréhensible, de toute intention de modifier les conditions contractuelles et de tout changement des prix de la fourniture de gaz naturel, et les informer qu'ils sont libres de résilier, sans préavis et sans frais pour eux, le contrat avant l'entrée en vigueur dudit changement;“
2. Au paragraphe (3), la lettre h) est remplacée par le libellé suivant:

„h) faire en sorte que, si le client résidentiel en fait la demande et dans la mesure où les informations relatives à la facturation et à la consommation passée de gaz naturel du client résidentiel sont disponibles, celles-ci soient mises gratuitement à la disposition d'un fournisseur ou d'un fournisseur de services énergétiques désigné par le client;“
3. Sont ajoutés les paragraphes (7*bis*), (7*ter*) et (7*quater*) avec la teneur suivante:

„(7*bis*) La facturation est établie au moins une fois par an sur la base de la consommation réelle et les informations relatives à la facturation sont communiquées au moins une fois par trimestre à la demande du client final ou si le client final a opté pour une facturation électronique, ou au moins deux fois par an dans les autres cas.

(7*ter*) Les fournisseurs de gaz naturel offrent aux clients finals la possibilité de recevoir gratuitement des informations relatives à la facturation et à la consommation de gaz naturel. A la demande du client final, les factures et les informations requises lui sont adressées par voie électronique et une explication claire et compréhensible sur la manière dont la facture a été établie lui est fournie.

(7*quater*) Les fournisseurs de gaz naturel spécifient au moins annuellement dans ou avec les factures envoyées aux clients finals d'une manière compréhensible:

 - a) les prix facturés et la consommation réelle d'énergie;
 - b) la comparaison, de préférence sous la forme d'un graphique, de la consommation énergétique actuelle du client final avec sa consommation pour la même période au cours de l'année précédente;
 - c) les coordonnées de contact (y compris les adresses internet) d'associations de défense des consommateurs finals, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires auxquels s'adresser

- pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie;
- d) la comparaison avec la consommation moyenne d'un client final appartenant à la même catégorie d'utilisateurs et constituant la norme ou la référence, rédigées dans un langage clair et compréhensible, ou d'une référence à ces informations;“

Art. 5. Un nouvel article 12bis est inséré dans la loi précitée du 1er août 2007 avec la teneur suivante.

„**Art. 12bis.** (1) Les fournisseurs, ainsi que les fournisseurs visés par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, desservant des clients finals sis au Grand-Duché de Luxembourg sont soumis à une obligation d'économies d'énergie. L'ensemble des parties obligées doivent atteindre dans la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2020 un objectif cumulé d'économies d'énergie fixé par voie de règlement grand-ducal. Cet objectif cumulé est exprimé en termes de consommation d'énergie finale et ~~tient compte du développement du marché des prestations de services énergétiques sans pouvoir ne peut~~ être supérieur à 6'185 GWh. L'objectif global cumulé est fixé en tenant compte du développement du marché des prestations de services énergétiques, du développement démographique, industriel et économique du pays, de la structure des marchés du gaz naturel et de l'électricité, du nombre et de la nature des fournisseurs visés au présent alinéa, de l'évolution de la réalisation des objectifs annuels individuels par les parties obligées ou de considérations de politique énergétique.

Le volume d'économies d'énergie à réaliser par chaque fournisseur est fonction de la part de marché de fourniture aux clients finals qu'il détient.

Les économies d'énergie sont à réaliser sur le territoire national.

(2) Les parties obligées peuvent remplir leurs obligations en réalisant directement ou par l'intermédiaire de tiers les économies d'énergie dont le volume annuel individuel est arrêté par le ministre conformément aux dispositions prévues au paragraphe (5). Les volumes annuels individuels d'économies d'énergie sont communiqués aux parties obligées respectives de la manière suivante:

- a) les volumes annuels prévisionnels seront communiqués aux parties obligées au plus tard un mois avant le début de l'année à considérer;
- b) les volumes définitifs leur seront communiqués au plus tard le 31 mai de l'année en cours.

Pour tout fournisseur qui commence une activité de fourniture à des clients finals, le ministre détermine l'obligation d'économies d'énergie à respecter par ce fournisseur pour une période maximale de deux années sur base d'une estimation de sa part de marché.

Le fournisseur qui commence une activité de fourniture et qui constate au cours de la période de deux ans visée à l'alinéa 2 visée au paragraphe précédent que les fournitures réellement réalisées diffèrent de plus de 20% *pour cent* des fournitures sur lesquels le ministre a déterminé son obligation d'économies d'énergie en application de l'alinéa 2, doit le notifier au ministre. Sur base de cette notification, le ministre peut adapter l'obligation d'économies d'énergie de ce fournisseur.

L'obligation d'économies d'énergie subsiste au-delà du moment de la cessation de l'activité de fourniture jusqu'à la fin de l'année civile suivante.

Par exception aux alinéas 2 à 4, en cas de cession totale ou partielle de clients finals entre fournisseurs, l'obligation d'économies d'énergie y relative est également cédée au cessionnaire.

(3) Au 31 mars de chaque année, les parties obligées rendent compte au ministre des économies d'énergie réalisées au cours de l'année civile révolue. Le ministre transmet dans les 30 jours au régulateur les preuves documentaires des économies d'énergie réalisées par les différentes parties obligées ainsi que son avis sur la réalisation des volumes d'économie d'énergie annuels.

A la fin d'une année donnée, les parties obligées peuvent afficher un déficit inférieur ou égal à 40% *pour cent*, et à partir du 1er janvier 2018 inférieur ou égal à 20% *pour cent*, de leur volume annuel d'économies d'énergie. Ce déficit doit être comblé au cours des quatre années suivantes. Tout excédent d'économies d'énergie réalisé pendant une année donnée pourra être comptabilisé pour une ou plusieurs des trois années suivantes et des quatre années précédentes.

Les économies d'énergie découlant de mesures réalisées par les parties obligées à partir du 1er janvier 2014 pourront être comptabilisées au titre de la présente obligation.

(4) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3), des amendes d'ordre sont infligées par l'autorité de régulation conformément à l'article 60 aux parties obligées, n'ayant pas réalisé leurs volumes annuels imposés d'économies d'énergie. L'amende ne pourra dépasser 2 euros par MWh. Le paiement d'une amende d'ordre ne dispense pas de la réalisation des volumes d'économies d'énergie manquants au cours de l'année civile suivante. Un recours en réformation devant le tribunal administratif est ouvert contre la décision de l'autorité de régulation.

(5) Un règlement grand-ducal fixe les modalités de fonctionnement du mécanisme d'obligation en matière d'efficacité énergétique, et notamment:

- a) ~~le calcul et la méthodologie de fixation des volumes annuels individuels d'économies d'énergie à réaliser par les parties obligées respectives;~~
- b) le type de mesures à prendre en considération et la quantité d'économie d'énergie à comptabiliser;
- c) les modalités de notification des économies d'énergie réalisées par les parties obligées;
- d) les modalités de contrôle des économies d'énergie réalisées par le ministre ou un organisme agréé par le ministre;
- e) ~~les modalités de compensation des charges induites par l'exécution de l'obligation en matière d'efficacité énergétique.~~

Art. 6. L'intitulé „Section II. Organisation du système d'accès“ du chapitre V de la loi précitée du 1er août 2007 est supprimé. La section III du même chapitre est renumérotée en „Section II. Contrôle exercé par des pays tiers“.

Art. 7. A l'article 23, paragraphe (5), première phrase de la loi précitée du 1er août 2007, les termes „l'opérateur ou les opérateurs concernés“ sont remplacés par les termes „le ou les gestionnaires de réseaux concernés avec les fournisseurs concernés“.

Art. 8. Au paragraphe (2) de l'article 31 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

1. Au paragraphe (1), les mots „et, le cas échéant, du réseau adjacent“ sont insérés une fois entre les mots „avec le gestionnaire du réseau en amont“ et les mots „un contrat concernant les dispositions“ et une fois entre les mots „relatives à l'utilisation du réseau directement en amont“ et les mots „et d'échange de données“.
2. Au paragraphe (2), les termes „de notification visée à l'article 54“ sont remplacés par les termes „d'acceptation, intervenant après consultation, conformément à l'article 53“.

Art. 9. L'article 33 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

1. Au paragraphe (1), lettre d), le dernier alinéa est remplacé comme suit:

„A la demande du client final et dans la mesure où les informations relatives à la consommation passée de gaz naturel du client final sont disponibles, les gestionnaires de réseau mettent ces informations à la disposition d'un fournisseur ou d'un fournisseur de services énergétiques désigné par le client final. L'autorité de régulation précise la méthode de présentation de ces données et la procédure d'accès aux données pour les fournisseurs et les clients.“
2. Le paragraphe (1) est complété par une nouvelle lettre f) libellée comme suit:

„f) identifie des mesures concrètes et des investissements en vue d'introduire des améliorations rentables de l'efficacité énergétique dans les infrastructures de réseau, avec un calendrier pour leur introduction. Il notifie au ministre ces mesures, ces investissements et le calendrier pour le 30 juin 2015 au plus tard“.
3. Le paragraphe (3) est complété par un nouvel alinéa avec la teneur suivante:

„Sous réserve des contraintes techniques inhérentes à la gestion des réseaux, les gestionnaires de réseaux, lorsqu'ils s'acquittent des obligations en matière d'ajustement et de services auxiliaires,

traitent les fournisseurs de services d'effacements de consommation, y compris les agrégateurs, de façon non discriminatoire, sur la base de leurs capacités techniques.“

4. Un nouveau paragraphe (3bis) est inséré avant le paragraphe (4) avec le libellé suivant:

„(3bis) Lorsque la tâche du coordinateur visé à l'article 39, paragraphe (2) n'est pas assurée par un gestionnaire de réseau, les obligations résultant des paragraphes (2) et (3) s'appliquent au coordinateur.“

Art. 10. ~~Le paragraphe (7) de l'article 35, paragraphe (7) de la loi précitée du 1er août 2007 est~~ modifié comme suit:

1. Le deuxième alinéa est remplacé par le libellé suivant:

„Les gestionnaires de réseaux de gaz naturel exploitent l'infrastructure nationale commune de comptage intelligent et assurent la sécurité des compteurs intelligents et de la communication des données. Ils effectuent un enregistrement et traitement des données de comptage à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires, tout en garantissant la protection de la vie privée des clients finals conformément à la législation en matière de protection des données et de la vie privée.“

2. Le quatrième alinéa est complété par la phrase suivante:

„Ces spécifications techniques et organisationnelles du système de comptage intelligent et des installations connexes doivent prendre en compte les objectifs d'efficacité énergétique et être telles que ce système puisse au moins fournir aux clients finals des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée.“

3. Au cinquième alinéa la date du „1er juillet 2015“ est remplacée par la date du „1er juillet 2016“ et le nombre „95“ est remplacé par le nombre „90“.

- ~~3.4.~~ Un nouvel alinéa est inséré avant le dernier alinéa avec la teneur suivante:

„Lors de l'installation des compteurs intelligents, les gestionnaires de réseaux de gaz naturel fournissent des informations et des conseils appropriés aux clients finals, en particulier sur toutes les possibilités que ces compteurs intelligents offrent en termes d'affichage et de suivi de la consommation d'énergie.“

Art. 11. L'article 38 de la loi précitée du 1er août 2007 est complété par un nouveau paragraphe (4) libellé comme suit:

„(4) Sur demande d'une commune, le gestionnaire de réseau de distribution concerné communique sous forme agrégée et sans préjudice de la confidentialité les données de consommation pertinentes relatives aux points de fourniture des clients situés sur le territoire de cette commune. Dans ce cas, le gestionnaire de réseau peut demander le remboursement des frais réels occasionnés pour le traitement de cette demande.“

Art. 12. A l'article 39, paragraphe (6), deuxième phrase de la loi précitée du 1er août 2007, les mots „sont facturés selon les modalités fixées par l'autorité de régulation et à défaut, les frais de fonctionnement“ sont insérés entre les mots „Ses frais de fonctionnement“ et les mots „sont à la charge des gestionnaires de réseaux concernés“.

Art. 13. L'article 51 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

1. Au paragraphe (5), lettre s), la deuxième phrase est complétée par les mots „selon la procédure de notification visée à l'article 54“.

2. Le paragraphe (5) est complété par les lettres t) et u) libellées comme suit:

„t) encourager les ressources portant sur la demande, telles que les effacements de consommation, à participer aux marchés de gros et de détail au même titre que les ressources portant sur l'offre;

u) promouvoir, sous réserve des contraintes techniques inhérentes à la gestion de réseaux, l'accès et la participation des effacements de consommation aux marchés d'ajustement, aux réserves et à d'autres marchés de services de réseau et définir des modalités techniques pour la participation à ces marchés, sur la base des exigences techniques de ces marchés et des potentiels d'effacement de consommations. Ces modalités incluent la participation des agrégateurs.“

3. Au paragraphe (7), premier alinéa, le bout de phrase „Afin d'éviter tout abus de position dominante au détriment notamment des consommateurs, et tout comportement prédateur et“ est supprimé.
4. Les paragraphes (8) et (9) sont supprimés.
5. Au paragraphe (10), première phrase, la référence au paragraphe „(8)“ est remplacée par la référence au paragraphe „(11)“.
6. Au paragraphe (12), première phrase, la référence au paragraphe „(9)“, est supprimée et les termes „visant à garantir des conditions de concurrence équitables“ sont insérés entre les mots „en vertu des paragraphes (10) et (11) du présent article“ et les mots „sont compatibles avec le droit de l'Union européenne“.
7. Au paragraphe (13), la première phrase est remplacée par la phrase suivante: „Dans les cas où le ministre peut demander à l'autorité de régulation de reconsidérer sa décision, l'autorité de régulation transmet cette décision au ministre.“

Le même paragraphe (13) est complété par un nouvel alinéa libellé comme suit:

„Pour le cas où le ministre demande une reconsidération de la décision, l'autorité de régulation procède à une analyse approfondie des arguments avancés par le ministre à l'appui de sa demande de reconsidération. Si l'autorité de régulation estime que les motifs développés par le ministre sont justifiés, elle prend une nouvelle décision et la transmet au ministre. Si l'autorité de régulation estime que la demande n'est pas justifiée, elle en informe le ministre en indiquant les arguments qui ont conduit au maintien de la décision et procède à la publication de ladite décision.“

Art. 14. Un nouvel article 51ter est ajouté dans la loi précitée du 1er août 2007 avec la teneur suivante:

~~„Art. 51ter. (1) L'autorité de régulation garantit l'application des interdictions prévues aux articles 3 et 5, ainsi que l'application de l'obligation prévue à l'article 4 est désignée comme l'„autorité de régulation nationale“ au Luxembourg au terme du règlement (UE) n° 1227/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie et peut réaliser des enquêtes auprès des entreprises de gaz naturel de manière proportionnée~~

- a) directement,
- b) en collaboration avec d'autres autorités, ou
- c) par saisine des autorités judiciaires compétentes.

~~(2) Les compétences d'enquête et d'exécution visées au paragraphe (1) sont limitées au but de l'enquête. Elles incluent le droit:~~

- a) ~~d'accéder à tout document pertinent, sous quelque forme que ce soit, et d'en recevoir une copie;~~
- b) ~~de demander des informations à toutes les personnes concernées, y compris celles qui interviennent successivement dans la transmission des ordres ou dans l'exécution des opérations en cause ainsi qu'aux mandants de celles-ci, et, si nécessaire, le droit de convoquer et d'entendre une telle personne ou un tel mandant;~~
- c) ~~de saisir les autorités judiciaires afin de procéder à des inspections sur place;~~
- d) ~~de saisir les autorités judiciaires afin d'exiger des enregistrements téléphoniques et des données échangées existants;~~
- e) ~~d'exiger de cesser toute pratique contraire au règlement (UE) n° 1227/2011 ou aux actes délégués ou actes d'exécution pris sur sa base;~~
- f) ~~de demander à un tribunal le gel ou la mise sous séquestre d'actifs;~~
- g) ~~de solliciter la prononciation d'une interdiction temporaire d'activité professionnelle auprès des tribunaux ou autorités compétents.“~~

Art. 15. L'article 53, paragraphe (5) de la loi précitée du 1er août 2007 est complété par un nouvel alinéa libellé comme suit:

„Pour le cas où le ministre demande une reconsidération de la décision, l'autorité de régulation procède à une analyse approfondie des arguments avancés par le ministre à l'appui de sa demande de reconsidération. Si l'autorité de régulation estime que les motifs développés par le ministre sont

justifiés, elle prend une nouvelle décision et la transmet au ministre. Si l'autorité de régulation estime que la demande n'est pas justifiée, elle en informe le ministre en indiquant les arguments qui ont conduit au maintien de la décision. L'autorité de régulation procède à la publication de la décision et en informe le demandeur.

Art. 16. L'article 60 de la loi précitée du 1er août 2007 est modifié comme suit:

1. Au paragraphe (1), premier alinéa, le chiffre „8,“ est inséré entre les termes „ou d'une violation aux articles 3, 4, 5,“ et les termes „9 et 15 du règlement (UE) n° 1227/2011“.
2. Au même paragraphe (1), l'avant-dernier alinéa est supprimé.